

La détermination sans faille de Me Virginie Araujo-Recchia



[Source : lemediaen442.fr]

Par Frantz

Big Pharma et ses injections expérimentales, c'est un peu comme si un carrossier automobile installé pas loin d'un carrefour y versait de l'huile tous les matins, histoire de s'assurer d'une certaine clientèle... Dans le camp opposé, puisque c'est bien là que nous en sommes, remettons en avant une fois de plus le courage et la détermination de Me Araujo-Recchia.

De par ses interventions depuis fin 2020, elle a été, comme d'autres personnes légitimes, dans leurs professions respectives, moteur pour les citoyens qui se sont engagés dans ce combat disproportionné. Initialement, ce combat pour le respect de sa propre personne physique et morale était alors de s'opposer à Big Pharma et sa prise de pouvoir sur les populations. Dans les faits, ce n'était que la pointe du navire mondialiste...

De bien viles personnes contre le courage d'une seule femme, Virginie de Araujo-Recchia

Ariane Bilheran, avec la participation de l'hebdo Antipresse sur les numéros 398 et 399, reçoit Maître Virginie de Araujo-Recchia pour revenir sur les faits de son arrestation en mars 2022. Ariane Bilheran est philosophe spécialisée en philosophie morale et politique, psychologue clinicienne, docteur en psychopathologie spécialisée dans l'étude de la manipulation, de la déviance du pouvoir, de la perversion, de la paranoïa, du harcèlement et du totalitarisme. Virginie de Araujo-Recchia est donc une avocate française et notamment auteure du rapport « Dictature 2020, terrorisme d'État, atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation et crime contre l'humanité ». Elle a aussi participé au Grand Jury, tribunal d'opinion public international organisé comme modèle de procédure, afin d'informer au plus grand nombre les populations de la dérive totalitaire s'infiltrant dans tous les gouvernements des pays dits « démocratiques ».

Son arrestation en 2022 est faite par la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure), qui a entre autres pour mission la lutte contre le terrorisme, la répression.

Source Antipresse n° 398, quelques extraits :

I

Tout a été passé au peigne fin : dossiers de comptabilité, documents personnels, banque, photographies de famille, archives, carnets, articles de la presse alternative, qu'un des juges d'instruction a estimé être à charge et qu'il a conservés. En principe, et étant donné la faiblesse du dossier, je pouvais tout simplement être convoquée afin de répondre aux questions des enquêteurs de la DGSJ. Il n'était pas utile de dépêcher une douzaine de personnes à mon domicile, de perquisitionner l'avocat que je suis, et de me mettre en garde à vue pendant soixante heures afin de m'interroger.

Ainsi, une fois dans les sous-sols de la DGSJ, j'ai souffert différentes techniques d'humiliation destinées à me faire perdre mes repères et mon amour-propre ; je ne rentrerai pas dans tous les détails, mais j'ai notamment subi le sac sur la tête lors des déplacements constants entre lesdits locaux et le Tribunal judiciaire de Paris. J'ai également passé une partie de ma garde à vue dans une cellule froide équipée de néons et de caméra, sans aucune hygiène, malgré mes demandes. J'alternais entre la cellule, les menottes et les interrogatoires ubuesques, qui ont duré une dizaine d'heures.

Étant donné que l'on ne me reproche pas autre chose que d'avoir produit des analyses juridiques et uniquement des analyses juridiques, par quel miracle aurais-je pu commettre ou être complice d'un acte de terrorisme au sens de l'article 421-1 du Code pénal ? Où est donc la logique, n'y a-t-il pas là une contradiction fondamentale ?

Source Antipresse n° 399, quelques extraits :

Nous vivons aujourd'hui dans le cadre d'un régime manifestement totalitaire. Il est donc parfaitement logique que des spécialistes élèvent leurs voix afin de rappeler quels sont les valeurs, les principes, les règles applicables, et que de nombreux Français relèvent les irrégularités, les infractions commises et tentent d'alerter le reste de la population, sachant que les médias grand public font office de modèle de propagande au sein de ce monde occidental putréfié.

Ainsi, étant donné que la qualification de terrorisme est désormais de plus en plus couramment mise en avant, et que les opposants au totalitarisme mondialiste sont considérés de toute façon comme étant des criminels tant au niveau national que d'après les organisations internationales telles que l'OMS, le glissement n'est pas uniquement hypothétique.

Quelle en sera la résultante ? Les avocats ne souhaiteront vraisemblablement pas prendre le risque de défendre un opposant au régime (ou du moins aux mesures prises), de peur de subir le même sort que le mien. Il s'agissait d'ailleurs probablement d'un signal adressé à mes confrères, afin que chacun rentre dans le rang, même si les constats sont évidents, et que l'avocat par son métier a toujours participé aux débats

d'intérêt public, tout simplement parce qu'il est l'un des mieux placés pour faire l'exégèse des textes.

*Me Virginie de Araujo-Recchia
Le 30 mars 2022*

Maitre Virginie de Araujo Recchia, septembre 2022, au colloque Lisbonne, ou « l'inversion de la norme juridique »

Maître Virginie de Araujo-Recchia rappelle et énumère ce qui s'est juridiquement passé dès 2020 :

- Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation
- Violation du droit à la vie et atteinte à l'intégrité des personnes
- Violation de la liberté individuelle
- Violation du principe de sauvegarde de la dignité humaine contre toutes formes d'asservissement et de dégradations
- Violation de la liberté de circuler et de liberté d'aller et venir
- Violation du principe général de mener une vie familiale normale par l'interdiction de rendre visite à un proche en EHPAD, de restreindre la possibilité d'assister aux funérailles et d'interdire toutes possibilités de se réunir en famille.
- Violation de la liberté d'entreprendre et inégalité de traitements
- Violation du droit de manifester et de se rassembler
- Violation de la liberté de culte
- Violation du droit à l'éducation
- Manipulation de l'opinion afin de faire régner la terreur et troubler l'ordre public
- Gestion de crise totalement disproportionnée et non conforme aux pratiques habituelles en matière
- Épidémie de tests PCR qui ne permettent pas de déterminer si le patient est malade
- Interdiction de traitement contre la covid19 en violation des droits du patient et de la liberté de prescrire
- Homicide par administration du Rivotril dans les EHPAD
- Crime contre l'humanité et rappel du Code de Nuremberg
- Acte de maltraitance et torture à l'égard des enfants

Tout juriste doit être stupéfait de ce qui s'est passé dans nos pays.

Maître Virginie de Araujo-Recchia décrit la situation géopolitique actuelle et son organisation autour d'un axe fait de corruption systémique

Nous constatons que les sociétés transnationales forment une structure géante

de nœud papillon et qu'une grande partie du contrôle se dirige vers un petit noyau d'institutions financières très unies. Lorsque les institutions d'un État dont la vocation première est d'assurer la protection de l'ordre public, la sauvegarde des principes fondamentaux, de la liberté et des Droits des Peuples ne font plus obstacle à la dérive des régimes totalitaires, il est du devoir de chaque individu de résister à l'oppression. Des lois, décrets et arrêtés préfectoraux, ce qui il y a de plus bas sur la pyramide des normes juridiques, ont prévalu sur les normes du bloc constitutionnel, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus élevé sans que ces textes ne soient remis en cause ou invalidés, alors que lesdites mesures étaient disproportionnées et contraires à bons nombres de textes conventionnels et européens ainsi qu'aux normes suprêmes du Corpus Constitutionnel. L'Etat de Droit a donc cédé à l'arbitraire.

À ce titre, les chefs d'accusation suivants sont énumérés :

- Abus frauduleux de l'état d'ignorance et de la situation de faiblesse des Français en état de suggestion psychologique résultant de techniques propres à altérer leur jugement
- Complicité d'extorsion et de tentatives d'extorsion de consentement
- Tromperie aggravée et tentatives de tromperies aggravées commises en bandes organisées
- Escroqueries et tentatives d'escroqueries
- Complicité d'empoisonnement et tentatives d'empoisonnement
- Participation à une association de malfaiteurs
- Crime contre l'humanité
- Génocide et complicité de génocide

Les 10 plus grands investisseurs institutionnels contrôlent à eux seuls environ 22 000 milliards de dollars comme avec BlackRock ou Vanguard, il y a alors une situation d'oligopole. Les liens capitalistiques entre les médias grand public, les géants du numérique, les géants américains et l'OMS démontrent une réelle situation de collusion. Le forum de Davos (le WEF) et son pouvoir illégitime est aussi développé avec Le Great Reset, ses Young Global Leaders et sa 4e révolution industrielle promue par Klaus Schwab, son fondateur. Macron met en œuvre Le Great Reset depuis 2021, les corrélations sont frappantes. Les cabinets de conseil sont cités comme Mac Kinsey dont son « narratif sanitaire » s'est factuellement répandu dans le monde.

Il semble donc que Mac Kinsey a un impact démesuré sur le secteur mondial de la santé, toujours parmi les 5 principaux prestataires de services professionnels de la fondation Gates... La fondation Gates a dépensé au total plus de 300 millions de dollars en cabinet de conseil Mac Kinsey et BCG entre 2006 et 2017. Un rapport Rockefeller datant de 1968 décrit parfaitement la peur des oligarques concernant l'accroissement de la population et les solutions envisagées. Le média grand public reçoit les informations de Reuters ou de l'AFP, l'Agence France-Presse. Cette dernière aurait reçu des

fonds à hauteur de 45 millions de dollars de la fondation Bill & Melinda Gates, laquelle est au capital de sociétés pharmaceutiques Pfizer, BioNTech, Moderna, etc.. Les investissements des diverses sociétés autour de Gates le positionnent en cumulé 1er financeur de l'OMS, laquelle force les populations à participer aux essais cliniques des laboratoires pharmaceutiques Pfizer, BioNTech et Moderna...

Conclusion de Maître Virginie de Araujo-Recchia :

Cet oligopole tentaculaire détient un pouvoir extraordinairement démesuré et abusif sur les nations et donc une emprise ô combien dangereuse et nocive pour les peuples. En suivant cette idéologie mortifère, le pouvoir exécutif de chacun des États impliqués porte actuellement atteinte aux intérêts fondamentaux de leur Nation et mène leurs peuples au suicide collectif, ce qui nous a d'ailleurs amenés à déposer une plainte contre ces dérives sectaires en France.

Retrouvez Maître Araujo-Recchia sur son site juridique.